

le monde libertaire



Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
29 octobre au 4 novembre 1998

10,00 F

Lycéens en lutte

Allègre : le mépris

LE GOUVERNEMENT EN GÉNÉRAL et Allègre en particulier jouent serré. 200 000 manifestants le 13 octobre, 500 000 le 15 et à nouveau 300 000 le 20, la contestation lycéenne a pris une bien dangereuse ampleur. Après la trêve forcée des vacances de la Toussaint, la braise pourrait bien reprendre. Ils le savent mais parlent cyniquement sur l'essoufflement. En guise de réponse aux revendications lycéennes, le ministre de l'Éducation nationale délivre essentiellement de la poudre aux yeux.

Au printemps dernier, la Seine-Saint-Denis s'embrasait. Après cet avertissement pourtant sévère, Allègre n'a rien changé. Ces dernières semaines, avec les lycéens, le foyer s'est étendu à la France entière, jusqu'à gagner de petites villes traditionnellement plutôt calmes, mais Allègre continue comme si de rien n'était. Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. La gauche au pouvoir croise les doigts. Jusqu'ici, tout va bien...

Lycéens méprisés

Allègre prend les lycéens pour des imbéciles. Ils sont en grève. Ils se plaignent d'être traités comme du bétail, entassés dans des classes surchargées. Mais ils ne connaissent pas les « bonnes statistiques ». Ton docteur et hautain, Allègre se charge de leur les fournir, les lycéens ne sachant pas compter...

Cette attitude méprisante semble chez lui être érigée au rang de méthode. Au printemps dernier, il a fait mine d'organiser une grande consultation nationale des lycéens. Vaste fumisterie, tout était déjà décidé avant même de commencer. La diversité des réponses a été gommée, les résultats ont été traités et surinterprétés dans le sens qui arrangeait Allègre. Puis, il a prétendu en tirer une réforme prétendument conforme aux aspirations des lycéens.

Tous n'ont pas avalé cette mascarade. Interviewé, un lycéen de Chelles a été clair : « À lire les questions, on nous prenait pour des imbéciles. On l'a rempli en rigolant, tellement c'était ridicule. Et après, ils font un colloque avec ça. Mais ce sont nos cahiers de doléance qu'il faut faire remonter. »

Aujourd'hui, Allègre persiste à prendre les lycéens pour des gamins. D'énormes manifs contestent sa poli-

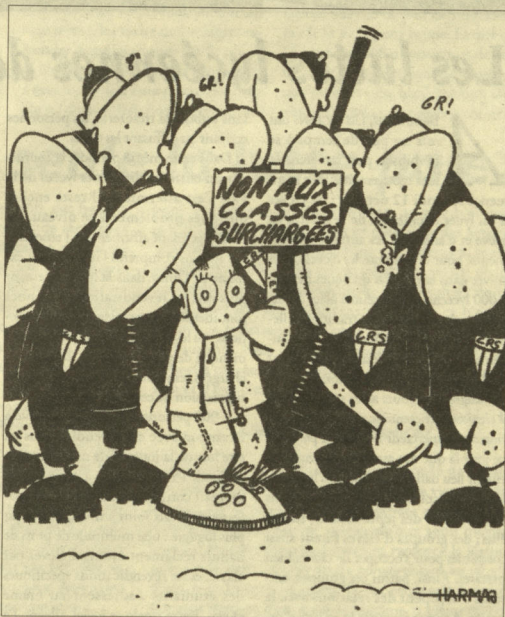
tique. Il affirme le contraire et prétend même s'appuyer sur ce mouvement pour accélérer la mise en place de sa réforme. Dans un grand quotidien, un représentant de la coordination d'action lycéenne de Grenoble n'est pas dupe : « On nous attribue des revendications qui ne sont absolument pas les nôtres. J'entends parler d'allègement de programmes. Or, dans nos manifestations, je n'ai jamais vu de banderoles sur ce thème! ».

Récupération politicienne

Pour tenter de parvenir à ses fins, Allègre bénéficie d'un allié providentiel, la F.I.D.L. Sans représentativité réelle, cette « Fédération indépendante et démocratique des lycéens » est pure-

ment de toutes pièces une coordination à sa botte et bénéficiant d'un quasi-monopole médiatique. Rompue aux basses manœuvres et aux pires magouilles, la Gauche socialiste applique au mouvement lycéen ses méthodes habituelles.

À mille lieux des préoccupations lycéennes, la F.I.D.L. inscrit son action dans la logique politicienne de la Gauche socialiste. Ce courant, absent du gouvernement et relativement marginalisé aujourd'hui dans le P.S., se sert actuellement du mouvement lycéen pour donner des gages à Jospin, montrant son utilité tout en espérant obtenir un certain retour en grâce au sein du P.S. et, peut-être, quelques places éligibles sur la liste socialiste aux européennes de 1999.



ment et simplement une émanation de la Gauche socialiste. Créée en 1987, à partir des comités jeunes de SOS-Racisme, suite à la vaste grève contre la loi Devaquet, la F.I.D.L. a été à l'époque conçue dans le seul objectif de pouvoir jouer le rôle d'interlocuteur privilégié du pouvoir lors d'un prochain mouvement lycéen.

S'appuyant sur les moyens militants et financiers du syndicat étudiant U.N.E.F.-I.D. dont la Gauche socialiste a pris le contrôle, la F.I.D.L. tente de surfer sur la contestation lycéenne,

Une telle tentative de récupération politicienne affaiblit le mouvement lycéen, le divisant et tentant même de le dévoyer, tout en donnant incontestablement des arguments à ceux des lycéens qui se veulent « apolitiques », dans le sens d'un corporatisme étroit.

L'ennemi : les cités

Quand des jeunes, lycéens ou étudiants, expriment une révolte, réelle bien que diffuse, s'organisent, se mettent en grève et défilent ●●● page 8

Lycéens en lutte

page 2 et 3

Pinochet : le serial killer

page 5

Le Monde libertaire en procès

page 8

EDITORIAL

« La canaille... j'en suis ! » répondait Louise Michel lorsque des tenants de l'ordre moral et de l'ordre social jetaient l'anathème sur des révolutionnaires qui, poussés par la faim, pillaient une boulangerie, ou sur les révolutionnaires de la Commune. Le bon vieux « classe pauvre, classe dangereuse » a toujours fait recette. Aujourd'hui encore, en plein mouvement lycéen, cette équation est mise en avant et sont jetés les qualificatifs de « racaille, caillera ou encore lascar » afin de mieux diviser et opposer les bons élèves... des mauvais. Mais dans la réalité, ces derniers ne sont, pour la plupart, même plus élèves. Cette fameuse rupture générationnelle évoquée par la presse et tous les soi-disant spécialistes de la jeunesse, est simplement une ligne de partage entre ceux qui ont encore la tête hors de l'eau et ceux qui ont déjà coulé. Les premiers, encore intégrés dans le système scolaire, se battent contre la précarité du quotidien et de l'avenir alors que les seconds ne pensent plus qu'à la survie, la démerde, le business quitta à arnaquer son voisin. Mais les premiers savent aussi qu'ils peuvent glisser de l'autre côté de cette ligne de partage. Alors, la lutte n'en devient que plus urgente. D'un côté comme de l'autre, cette génération est réunie par le fait d'être soumise à la précarisation générale de la société. Et les lycéens en lutte l'ont bien compris en popularisant le slogan « Qui sème la galère récolte la colère! ».

La galère, c'est bien la précarité. Précarité dans les conditions d'études mais précarité aussi pour l'entrée dans le monde du travail. Déjà, en 1994, les lycéens s'étaient radicalement battus contre une mesure de précarisation générale de leur entrée sur le marché de l'emploi. C'était alors l'époque de la lutte victorieuse contre le CIP. Aujourd'hui, tout aussi sournois que le CIP, mais légitimés par toute la bonne conscience « de gauche », les emplois-jeunes s'installent de plus en plus dans la normalité des premiers boulots, pour ceux qui ont la chance d'en avoir un. En septembre, pour son numéro de rentrée, le *Monde libertaire* titrait « Précarité ras-le-bol! ».

Les lycéens nous donnent aujourd'hui de l'écho. Il paraît aussi qu'un des slogans le plus populaire lors de la dernière grande manifestation parisienne fut « Dans grève, il y a rêve ». Les lycéens ont compris qu'il est temps de repenser l'éducation mais aussi de rêver d'un autre avenir et qu'il n'y a rien de mieux que la grève pour poser les choses à plat, se rencontrer, discuter, échanger et rêver. C'est bien dans ces moments que les idées se diffusent le plus rapidement, que des solidarités se forment et que les projets s'élaborent. D'ailleurs rêve, c'est aussi présent dans Révolution et en plus il y a évolution... quand le rêve peut devenir réalité.

ISSN 0026-9433 - N° 1138

M 2137 - 1138 - 10,00 F



FOP 2520

lycéens en lutte

Plan bidon pour les lycées

CLAUDE ALLEGRE EST NUL EN pédagogie mais recordman en démagogie. Champion du monde! Pour l'esbroufe il ne craint personne, comme l'a montré à souhait la présentation de son « plan d'urgence pour les lycées », mercredi 21 octobre devant les députés. Même les plus conciliants des lycéens, prêts d'avance à se réjouir des annonces de réforme du papa gâteau Claude, se sentent floués devant la nullité des propositions du ministre Allègre. Chez ceux, plus militants, qui exigent de véritables changements, la colère s'ajoute maintenant à une détermination toujours présente malgré les discours lénifiants des médias sur l'essoufflement du mouvement et l'arrivée des vacances de la Toussaint. Derrière les grands mots, aucun moyen, aucune idée novatrice, si ce n'est dans le sens d'une précarisation de plus en plus voyante des personnels de l'éducation nationale.

Cause toujours

Avant le plan Allègre, le mot d'ordre dans les lycées était « ferme ta gueule », maintenant ce sera « causes toujours ». Le ministre appelle cela un progrès de la démocratie lycéenne et annonce avec un aplomb qui tient de l'insulte : « il s'agit d'une victoire pour les lycéens ». Superbe victoire en effet! Le montant du fond de la vie lycéenne passe de 140 millions à 280 millions... dans un budget qui avoisine les 250 milliard de francs. Dans la même veine, Allègre crée un organisme bidon (purement consultatif bien sûr) : le Conseil de la Vie Lycéenne. Cela va permettre de trouver une occupation aux lycéens trop remuants qui pourrions s'époumoner dans une structure sans pouvoir de décision. De temps à autre quelques miettes

devraient même en tomber, concernant les emplois du temps par exemple. Toujours plus fort, une charte des droits et libertés reconus aux lycéens doit être distribuée à tout élève entrant au lycée. La solennité avec laquelle Allègre a annoncé ces promesses est à la mesure de leur vacuité. Quelle peut bien être, par exemple, la mesure d'importance qui nécessite « qu'un décret en Conseil d'État [fassse] obligation aux lycées de s'y conformer dans un délai de deux mois. » C'est le mandat des représentants élus (et faut-il le rappeler, sans pouvoir aucun) des lycéens qui est porté à deux ans. Étonnant non?

Précarisation

Il y a cependant plus grave que tout ce vent. En effet, Allègre a profité de l'agitation lycéenne pour faire passer un train de mesures concrètes qui vont sans ambiguïté dans le sens de la précarisation des conditions de travail dans les lycées. Les élèves demandaient plus de profs. Ceux-ci étant fonctionnaires et donc recrutés par concours, la seule solution consiste à augmenter le nombre de postes ouverts au concours. Or depuis plusieurs années c'est le contraire qui se produit. Plutôt que de profiter de la baisse (légère) du nombre d'élèves dans les lycées pour diminuer le nombre d'élèves par classe, les gouvernements successifs ont préféré diminuer le nombre des nouveaux profs. Résultat : les classes sont surchargées et certaines n'ont même pas d'enseignant. La solution d'Allègre consiste à embaucher des précaires en contrat à durée déterminée pour boucher les trous. Ce qui vaut pour les profs vaut aussi pour les autres catégories de personnel. Qu'on en juge simplement par la composition des 14000

« adultes supplémentaires » du plan Allègre : 3 000 surveillants (à mi-temps), 10 000 emplois-jeunes et 1 000 appelés du contingent.

Effets d'annonce

Un certain nombre des pseudo-mesures du ministre ne sont en fait que la constatation des faits. Par exemple, Allègre annonce qu'aucune classe de Bac ne dépassera « en règle générale » 35 élèves. C'est beaucoup trop et c'est précisément la situation actuelle dénoncée par les grévistes. Il y a en effet presque toujours 35 élèves par classe.

C'était encore il y a quelques jours un scandale, ce sera demain un progrès de la réforme. Les effectifs maximum devraient être de 25 élèves par classe, comme l'avait admis pour le collège la réforme Habby de 1977 (on est revenu depuis sur ce plafond de 25 élèves par classe au collège). Dans la même veine, les 4 milliards de francs « accordés » pour la rénovation des lycées ne sont qu'un prêt aux régions. Les présidents de région, souvent de droite, ont ainsi au beau jeu de rappeler au ministre que l'État aurait mieux fait de rembourser les 5,5 milliards de francs qu'il

leur doit. Finalement, il n'y a absolument rien de positif dans les réformes promises par Allègre et rien non plus qui puisse satisfaire les revendications, pourtant particulièrement légitimes, des lycéens. La seule chose notable c'est la méthode d'Allègre que résume le commentaire de son prédécesseur au ministère, François Bayrou : « Les lycéens dirons si ce dispositif leur suffit. Peut-être avez-vous choisi de laisser s'essouffler le mouvement suffisamment longtemps pour que la réponse soit positive? ». C'est fou que l'opposition rend intelligent.

Franck Gombaud



Les luttes lycéennes de Besançon

ABESANÇON, LES LYCÉENS ont mis un peu de temps à se mobiliser, puis à structurer leur mouvement. Tout commença le lundi 12 octobre ; les élèves d'un lycée décidèrent de se mettre en grève et d'aller voir les autres établissements, pour convaincre les élèves de la suivre dans la rue. En quelques heures, 3 000 lycéens étaient réunis place Saint-Pierre, où commencent traditionnellement toutes les manifestations. Le lendemain, même mobilisation dans le but d'aller gueuler devant le rectorat.

Malgré ces débuts assez prometteurs, il n'existait strictement aucune organisation avant mercredi 14 ; c'est à partir de ce jour là que des assemblées générales eurent lieu dans l'ensemble des lycées de la ville. Au cours de ces assemblées dans chaque lycée des représentants furent élus ; des groupes d'élèves furent aussi constitués pour s'occuper de tâches bien précises. Ainsi, parmi ces groupes, certains s'occupent des relations avec la presse, d'autres forment le service d'ordre, chargé de limiter au maximum les « débordements » au cours des manifs,

sans oublier la trésorerie, les personnes écrivant ou diffusant les tracts...

Dans cette même période, la coordination entre les différents lycées de la ville s'est affirmée ; s'il reste encore quelques problèmes à ce niveau, on peut cependant affirmer que l'ensemble des lycéens comprend l'importance extrême de l'unité dans la lutte. D'autant plus que les revendications lycéennes sont identiques entre les différentes sections, ou les différentes régions du pays : manque de profs titulaires, classes surchargées, emplois du temps invivables, suppression de certaines options...

6 000 personnes environ ont défilé à Besançon avec ces revendications en tête lors de la journée de manifestation du jeudi 15. D'ailleurs, à cette manif, un petit cortège d'étudiants et de professeurs s'était joint à nous, ce qui est plus logique : une multitude de profs de bahuts réclament moins d'élèves par classe, et les revendications spécifiques des étudiants s'adressent au même down, notre rigolo et jovial Allègre. La dernière journée de manifestation nationale du mardi 20 a réuni plus de 9 000 manifestants, malgré le prétendu « essoufflement » que les médias ont été heureux de signaler.

Grève reconduite

Les pseudo-réformes du joyeux mammouth n'ayant pas convaincu beaucoup de lycéens, une grande partie d'eux ont l'air décidé à continuer

la grève. Cette dernière a donc été reconduite à une écrasante majorité (plus de 90%) jusqu'aux vacances dans la plupart des lycées de Besançon.

Même si, pour l'instant, les luttes lycéennes se sont très bien déroulées à un niveau local, il nous reste cependant quelques problèmes à régler. Déjà, le grave dilemme de la coordination nationale : faut-il être membre d'une délégation noyautée par la F.I.D.L., proche du P.S., pour pouvoir présenter nos revendications au ministre? Ensuite, les profs : tout lycéen doté de raison peut comprendre que les enseignants et leurs élèves sont embarqués dans la même galère, mais certains redoutent une tentative de manipulation de la part des syndicats, que ce soit la F.S.U., le S.U.D. ou le S.G.E.N. Enfin, le problème majeur demeure évidemment dans les façons de motiver à nouveau tous ces lycéens découragés par deux semaines de luttes infructueuses ; la coordination des différents lycées de Besançon s'est ainsi donné comme objectifs de programmer des actions pendant et après les vacances, afin que les lycéens restent dans une ambiance de lutte.

Les gouvernements devraient davantage se méfier de ces gentils et inoffensifs lycéens. Pour l'instant, nos actions n'étaient en effet pas trop méchantes ; mais les mentalités évoluent et peu de personnes apprécient vraiment le mépris...

Thierry - groupe Proudhon (Besançon)

Sortie d'un supplément au Monde libertaire pour la manif du 5 novembre ainsi qu'une série de 6 autocollants spéciale lycée (15 F les 100) à commander à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris).

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

É
L
pation
son a
Révolu
bandes
les résis
apatrid
juifs a
méchan
exhaus
connu,
pour fa
Pendan
témoins
ont vu
étudian
casser...
ment. A
par exem
nous ne
« la hant
des jeun
sans mêm
boutiqu
magasin
pas conc
lycéens.
dans l'es
études. L
l'école
chances,
et droite
Les «
ment le
attendre.
avec rage
liberté e
n'ont pas
nité... P
l'apolog
valeurs q
de la for
pendant,
de classe
pierre à
Ly
D
pour qu'
l'enseigne
gre dans
ont fait a
nouveau
rou, Jospi
1995, 19
dans de m
en 1986
voilà de n
prospère
enfants d
classes pl
les minist
toire, mai
car ils ne
qu'ils essa

Alors ? Le
lycée n'es
époque tr
travail (sal
ou étudia
constate
pollution,
sent par c
commises
« casseurs

État et patronat : des casseurs bien organisés

DEPUIS TOUJOURS, L'ÉTAT s'est servi de la peur collective pour mater les mouvements d'émancipation sociale et renforcer un peu plus son arsenal répressif. Sous la Révolution, c'était les rumeurs sur les bandes de brigands, sous Pétain, c'était les résistants, monstres sanguinolents apatrides, en 68, c'était les anarchistes juifs allemands. La liste des gros méchants dangereux est loin d'être exhaustive. De plus, et cela est fort connu, il n'y a pas mieux que la police pour fabriquer des casseurs à volonté. Pendant le CIP, en 1994, de nombreux témoins (journalistes, photographes) ont vu les CRS laisser passer de faux étudiants, leur laisser le temps de tout casser... et de repartir bien tranquillement. Alors, contrairement à ce qu'écrivait par exemple un journaliste du *Monde*, nous ne tomberons pas dans le piège de « la hantise des casseurs ». Oui c'est vrai des jeunes de banlieues, par groupes et sans même se cacher le visage, ont pillé boutiques de luxe, bureaux de tabac, magasins d'audiovisuel, ne se sentant pas concernés par les revendications des lycéens. Ces derniers, eux, sont encore dans l'attente de s'en sortir par les études. Ils sont les victimes du mythe de l'école pour tous, de l'égalité des chances, ces mythes bidons que gauche et droite nous rabâchent sans arrêt.

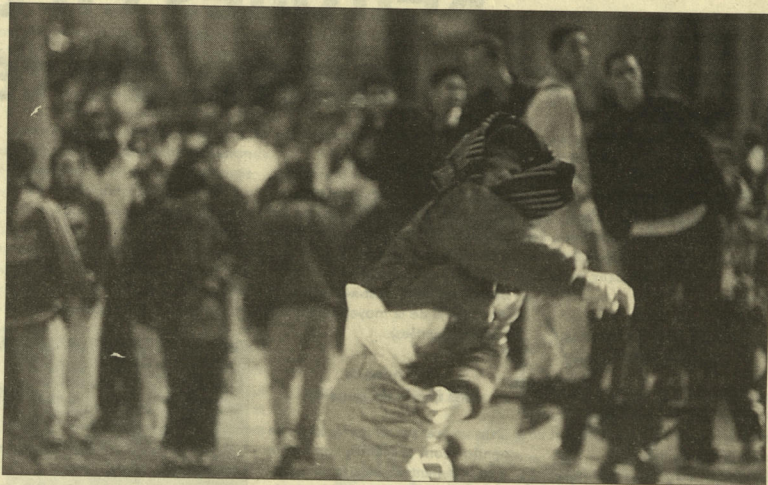
Les « casseurs » comme les surnomment les médias n'ont plus rien à attendre. Ils consomment vite, sur le tas, avec rage. Exclut de l'école, pour eux, la liberté et l'égalité s'en sont allés et ils n'ont pas le temps d'attendre la fraternité... Pourtant, loin de nous de faire l'apologie de leurs méthodes et des valeurs qu'ils véhiculent (culte du fric, de la force, de l'autorité et sexisme). Cependant, leur violence est une violence de classe opprimée et s'il faut jeter la pierre à quelqu'un, ce n'est pas à eux

mais à ceux qui depuis des décennies ont des responsabilités écrasantes dans le développement de la misère sociale sciemment entretenue, à savoir l'État et le patronat. Rappelons encore une fois quelques faits. Six millions de gens vivent avec des minima sociaux, 10% des ménages vivent avec moins de 3500F par mois. Le nombre de Rmistes a doublé (plus d'un million) en dix ans... les licenciements continuent. Chaque mois, un journal se fait fort de monter un dossier sur la misère...

Un dérapage inquiétant

Dans ce lancinant constat la seule chose qui change un peu c'est qu'à gauche on ne cherche plus du tout à casser les causes de ces inégalités mais on gère franchement les effets qui en découlent. Le délire sécuritaire, le culte de l'ordre, c'est désormais la gauche qui en fait sa gloire. Jospin a créé son Conseil national de sécurité, il déploie la gendarmerie autour des banlieues, il y met un peu plus de CRS chaque jour. Ses députés réclament un budget plus conséquent pour la police... Peu à peu, nous vivons totalement à l'ombre des képis. Faire son marché, aller au spectacle, prendre le métro, tout cela en charmante compagnie des flics, tel est notre présent pluriel!

Le P.C.F. « plus à gauche dans la gauche » en rajoute ces jours-ci. Gerin, maire de Vénissieux, banlieue lyonnaise, se paie une moitié de page dans *Libération* (17-18 octobre) pour faire de la pub à sa pétition au premier ministre concernant le droit de vivre en sécurité. Plus fort encore, Claude Cabanes, dans *l'Humanité* du 16 octobre, parlant des « casseurs » les traite de « maigres escouades de petits truands maffieux ». Il en appelle aux CRS car « la République a aussi le devoir d'assurer l'exercice de la liberté de manifestation pacifique ins-



crit dans la Constitution ». Ces propos sont ignobles. Même si leur auteur veut démontrer que la violence ne vient que d'une petite partie de la jeunesse des banlieues, sa pensée est toujours inacceptable. Elle continue à distiller la suspicion, la haine vis-à-vis d'une population touchée de plein fouet par la misère. C. Cabanes fait comme Jospin avec des sans-papiers soi-disant non régularisables.

Désormais, ce sont donc les communistes qui eux aussi vont crier au « classe pauvre = classe dangereuse ». Pas besoin d'être très fin pour comprendre que tout ce boueux torrent sécuritaire nous mène droit à un futur fasciste. La gauche une fois de plus historiquement fait le lit de la peste brune. Et dire que l'État et ses médias continuent de nous bassiner avec leurs fameuses zones de non droit où « des bandes armées sévissent »! Ces zones de non droit, ne serait-

ce pas les patrons qui, malgré de juteux bénéfices, continuent de licencier, ou ceux qui s'expatrient pour mettre en esclavage des populations encore plus corvéables après avoir empoché des aides d'État? Ces zones, ne serait-ce pas les commissariats où désormais les flics adulés chaque jour un peu plus se permettent brutalités, sévices, surtout sur ceux qui ont le malheur d'avoir la peau colorée (voir rapport de 1997 d'*Amnesty International* sur les polices d'Europe). Quant aux innombrables bavures policières dans les banlieues, c'est du baratin, n'est-ce pas?

Groupons-nous et demain

Face aux tensions sociales, la gauche plurielle court devant les idées fascisantes et cherche à diviser à chaque fois tous ceux et celles qui en ont assez de la barbarie capitaliste : salariés contre chô-

meurs, français contre immigrés, fonctionnaires contre salariés du privé et maintenant lycéens contre jeunesse des banlieues, tout cela afin de mieux faire passer le rouleau compresseur. Si en ce mois d'octobre 1998 les lycéens sont mal à l'aise vis-à-vis des « casseurs », c'est que ces derniers représentent à leurs yeux la perte d'un avenir meilleur. C'est pourtant ce qui arrive à la jeunesse étudiante. L'école comme ascenseur social est en panne. Alors, au lieu de renforcer cette division entre jeunes, les lycéens doivent au contraire élaborer des revendications basées certes sur une autre école mais aussi sur une autre société pour plus d'égalité économique, plus d'entraide et pour une démocratie directe. Il est indispensable de pouvoir davantage étudier correctement mais encore faut-il avoir un futur digne d'un être humain libre et acteur de sa vie
Jaime. - groupe Kronstadt (Lyon)

Lycéens, seule la lutte paie!

DEPUIS MAINTENANT PRES D'UN MOIS, des lycéens descendent dans la rue pour de légitimes revendications. Cette mobilisation croissante a montré que l'action collective était efficace pour qu'on s'intéresse de plus près aux problèmes de l'enseignement secondaire et ainsi mettre Claude Allègre dans l'embarras. D'autres générations de lycéens en ont fait autant avant, preuve que le malaise n'est pas nouveau et qu'Allègre et ses collègues précédents (Bayrou, Jospin, etc.) n'ont pas accompli leur « travail ». En 1995, 1990, les lycéens manifestaient pour travailler dans de meilleures conditions, en 1994, contre le CIP, en 1986 contre le projet Devaquet, etc. Pourtant les voilà de nouveau dans la rue, les stages bidons et CES prospèrent... La sélection scolaire favorise toujours les enfants des milieux aisés et défavorise ceux issus des classes plus modestes. Nous pouvons affirmer que tous les ministres de l'Éducation méritent un zéro éliminatoire, mais surtout qu'ils ne règlent pas ces problèmes, car ils ne sont pas là pour ça mais pour nous persuader qu'ils essayent, bref de gérer tout mécontentement.

« Casseurs » et lycéens

Alors? Le problème est social et politique. Social, car le lycée n'est pas un lieu isolé mais un espace et une époque transitoire pour les jeunes avant le monde du travail (salarié et exploité le plus souvent), du chômage ou étudiant. Dans tous les domaines sociaux, l'on constate des problèmes : chômage, pauvreté, racisme, pollution, sexisme, etc., et un mal de vivre qui se traduit par des actions désespérées souvent violentes commises seul ou en groupe. C'est dire que lorsque des « casseurs » se déchaînent, le gouvernement en profite

pour diviser le mouvement lycéen, en cela bien servi par les médias. Il ne s'agit pas ici d'excuser des actes de vandalisme et d'agression, bien au contraire, mais il semble trop simple de condamner, réprimer, diviser sans comprendre la signification, les origines de tels actes. Pourquoi des jeunes cassent? Non, ce n'est pas comme le précisent certains, à cause de la disparition de l'autorité. Mais c'est l'expression d'une révolte irrationnelle causée par un système de domination, d'exclusion et d'exploitation.

L'inégalité des chances

L'école, voilée par l'idéologie traditionnelle de l'égalité des chances, tend à faire admettre qu'elle vient précisément restituer aux étudiants une stricte égalité de conditions et n'accorder les succès qu'aux seuls mérites, mais exclut les classes dominées et renforce la légitimité des inégalités sociales en les convertissant en résultat d'une concurrence équitable, se fait reconnaître comme instance légitime d'imposition, légitime la hiérarchie des cultures propres à chaque catégorie sociale, exerce une violence symbolique, psychique, et participe à la domination sans violence apparente. Ainsi les enfants des classes favorisées parviennent à l'école en détenant une compétence linguistique, plus proche de la langue scolaire que celle des enfants d'origine populaire. L'élimination scolaire frappe alors fortement ces enfants, ce qui légitime la sélection des enfants des classes privilégiées. Organisons-nous afin de créer de véritables lieux d'apprentissage et de solidarité et non plus de pseudo-savoirs et de compétition légitimant la compétition et la hiérarchie sociale.

David Audegond, FA Montpellier

Faits d'hiver Humain, trop humain!

En Espagne, la fourrière de Bilbao a été condamnée à payer des dommages et intérêts pour avoir enlevé une voiture mal garée au motif qu'une vieille dame était à l'intérieur de la bagnole.

À bien y réfléchir, mettre les vieux à la fourrière, c'est pourtant quand même moins pire que de les mettre à la poubelle de tous les hospices et de toutes les maisons de retraites.

À Lisores, dans le Calvados, lors d'une chasse au chevreuil, un gros con de chasseur, ayant entendu du bruit, a plombé sévère un adolescent (sûrement un jeune con) qui faisait le rabatteur.

À bien y réfléchir, prendre un connard pour un chevreuil ça n'est pas plus pire que de tirer les braves gens de toutes les guerres civiles ou de toutes les guerres tout court... comme des lapins. Ou de tirer les insurgés de Kronstadt (dixit l'Obersturmführer de l'armée rouge, Léon Trotsky) comme... des perdreaux!

Il y a une semaine, en Belgique, un automobiliste a parcouru 6 kilomètres avec le corps sans vie d'un homme qu'il venait de fracasser. Précisons que la victime, après le choc, avait traversé le pare-brise, la vitre arrière de la bagnole et était resté en suspend, les pieds sur la banquette arrière et le nez sur le pot d'échappement.

À bien y réfléchir, ce compagnonnage avec les gens qu'on écrabouille est carrément moins pire que le regard qui se détourne, les trois pas qu'on fait de coté ou les trois sous de charité qu'on jette à tous ceux que ce système de merde écrase tous les jours!

Un Suisse qui avait signalé fin juillet le vol de son portable vient de retirer sa plainte. Le voleur était tout simplement son propre chien qui avait enterré l'appareil dans le jardin... avec ses os.

À bien y réfléchir, prendre un portable pour un os ça a vraiment un côté sympa.

Humain, trop humain!

Jean-Marc Raynaud

Y'a pas que les jeunes qui manifestent! Retraités en colère, y'en a marre de cette galère!

CE N'EST PAS TOUS LES JOURS qu'à lieu une mobilisation massive des retraités. C'était le cas ce jeudi 22 octobre : à l'appel des cinq principales confédérations syndicales, ils étaient des dizaines de milliers à manifester (100 000 dans toute la France).

Les multiples raisons d'une mobilisation

Les raisons qui poussent aujourd'hui les retraités à descendre eux aussi dans la rue sont légions. On peut en citer quelques-unes.

D'abord, c'est la dévalorisation constante des pensions qui est en cause. La fiscalité vient diminuer sévèrement leur pouvoir d'achat (en 12 ans, les retraités ont perdu 10% de celui-ci) avec, par exemple, la réduction progressive du plafond en dessous duquel intervient un abattement spécifique de 10% (mesure datant du plan Juppé). Concrètement, ce plafond est actuellement à 31 900 F par foyers fiscaux. Il va tomber à 12 000 en l'an 2000. Donc, en clair, les couples de retraités qui percevront plus de 12 000 F par mois verront leur revenu imposable gonfler de 10%, ce qui modifiera sensiblement le montant de l'impôt. Signalons aussi que, depuis 1987, les pensions demeurent indexées sur les prix et non sur l'évolution des salaires. Sur le long terme, cette pratique est évidemment très défavorable aux retraités.

Et puis enfin, les retraités n'ont pas échappés à la C.S.G. et à la R.D.S. (Remboursement de la dette sociale), issu encore du plan Juppé, mis

en place, pour une durée de 13 ans, depuis 1996.

Mais les revendications principales restent le retour au calcul de la pension sur les 10 meilleures années de cotisation et aux 37,5 annuités de cotisations (aujourd'hui, il faut avoir cotisé 40 ans pour obtenir une pension à taux plein, c'est-à-dire grosso modo 50% de la moyenne des 25 meilleures années).

La menace des fonds de pension

Dans un premier temps les fonds de pension sont présentés comme un « complément nécessaire » aux régimes existants. Mais les fonds de pension relèvent d'une logique totalement incompatible avec le plus élémentaire principe de solidarité. Le fonctionnement est très simple : des organismes financiers se chargent de gérer une épargne collective au niveau des entreprises et de la faire fructifier en Bourse. Évidemment, en cas de manœuvre spéculative « malchanceuse », de malversations ou de krach, adieu veaux, vaches, cochons et couvées ! Les épargnants devront repousser le moment de leur départ en retraite.

En ce qui concerne le « concurrent gênant », le régime général, la grande étape pour la casse de celui-ci semble toute programmée : le crime sera perpétré à l'occasion du « choc démographique » prévu pour 2005. À ce moment là, nous dit-on, le nombre de retraités deviendrait « ingérable ».

Que le nombre de retraités augmente, que la population vieillisse, c'est un fait. Mais le ratio du

nombre de retraités par rapport au nombre « d'actifs » n'a guère de signification si on ne le met pas en parallèle avec l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire de notre capacité collective à créer des richesses. On sait qu'un travailleur d'aujourd'hui produit beaucoup plus qu'un travailleur d'il y a dix ou vingt ans. Donc, ce n'est pas parce qu'il y

aura plus de personnes âgées qu'il y aura moins de richesses à partager ! On nous agite des chiffres chocs, destinés à frapper les esprits et lorsque le gouvernement annonce la création d'un fond de réserve (au montant dérisoire : 8 à 10 milliards de francs), en « prévision de ces années difficiles », il sait fort bien que cet argent servira en fait à ali-

menter un régime de solidarité ultra-minimum, de type « assistance publique », et qui n'aura plus rien à voir avec le régime général (déjà réduit à une peau de chagrin).

La misère cachée

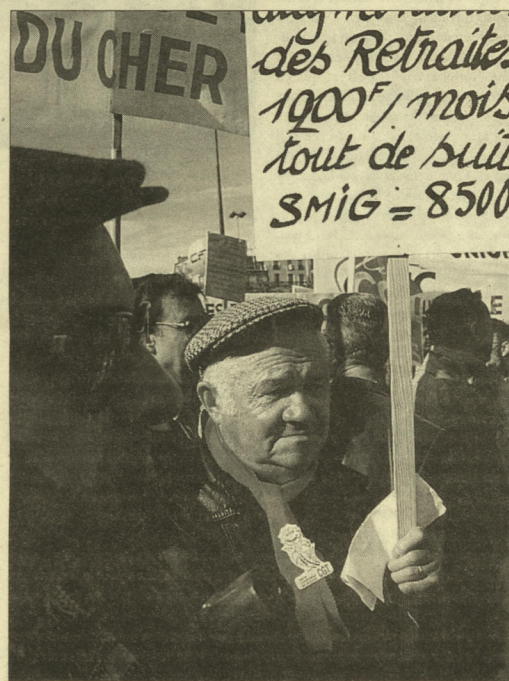
Largement considérés comme des vaches à lait, les retraités subissent aujourd'hui une double charge. Comme on vient de le voir, ils sont la cible des pouvoirs publics sur le plan de la fiscalité, et par ailleurs, une bonne partie d'entre eux doit généralement assumer une autre tâche : celle consistant à aider financièrement enfants et petits enfants victimes du chômage et de la précarité ou ayant des salaires trop faibles pour pouvoir boucler les fins de mois.

Une autre partie, importante, des retraités ne peut même pas rendre ces services, car la réalité la voici : un million de retraités survivent avec le minimum vieillesse soit 3340 F par mois, des milliers de personnes sont obligées de travailler jusqu'à 65 ans et plus pour se garantir une retraite de misère.

Mais de cela, personne n'en parle, ou presque. Les médias se contentent de nous présenter un troisième âge heureux de vivre, nouvelle clientèle pour l'industrie du loisir, tranquille adepte de voyages touristiques organisés...

Dommage que les cortèges de lycéens, les cortèges de salariés et ceux des retraités ne se soient pas fondus en un seul et même mouvement de grève générale...

Régis. - groupe Kronstadt (Lyon)



vol réussi pour Ariane 5

L'émotion au service d'une technostucture

ARIANE 5 QUI VIENT D'ÊTRE QUALIFIÉE, a déjà coûté aux contribuables 40 milliards de francs. Pour faire passer la pilule, il faut travailler l'opinion publique par le sentiment et l'imaginaire. Une civilisation capable de s'arracher de la terre, de se poser sur la lune, d'envoyer des missions sur mars mérite la ferveur et l'admiration de toute la population. La nation entière derrière ces nouveaux héros de l'espace. La campagne Appolo et l'homme sur la lune a coûté 600 milliards de francs pour un intérêt scientifique minime que des robots auraient pu effectuer à moindre coût. Mais ces 600 milliards, dépensés par la N.A.S.A., se justifient par la conquête du prestige dans une guerre de représentation contre des soviétiques et l'Europe...

Projets pharaoniques

En France il en est de même. Le C.N.E.S. (1) reçoit de l'État autant que le ministère de la Culture sans que l'intérêt d'une telle somme soit discuté quelque part. Et les polytechniciens, normaux... installés dans les bureaux de la direction du C.N.E.S. doivent jouer sur cette émotion pour extraire les milliards nécessaires à leurs projets. L'avion Hermès est à ce titre éloquent. Au début des années 80, avec la réussite des fusées Ariane, le C.N.E.S. a le vent en poupe.

« Le C.N.E.S. a besoin de remobiliser ses troupes avec un projet d'envergure. » Alors que le chômage grimpe (ce que certains appellent plus tard la fracture sociale), en dehors de toute réflexion sur la nature de nos besoins, la technostucture va engendrer son propre projet : un avion spatial. On estimera d'abord les coûts à 3 milliards

de francs (1982) puis 13 milliards (1984), 35 en 1990 pour finir en 1993 à 52 milliards. Le projet avorté en 1993 aura coûté 8 milliards de francs. Huit milliards de recherche pour un projet non fonctionnel, inutilisable, mais qui aurait pu soulever l'enthousiasme d'une nation. Qui prend de telles décisions? Quelques hommes en nombre réduit : le patron du C.N.E.S. Le président de la République et deux ou trois ministres avec leurs directeurs de cabinets.

L'argument implacable du polytechnicien de la technostucture : la « démocratie réduite » est plus appropriée, plus rationnelle, plus efficace car nous nous situons dans la complexité et la nécessité de projeter à long terme. De notre position d'individu « quelconque », nous ne pouvons que sourire devant des députés qui se plaignent d'être peu informés et écartés des principales décisions. Aux États-Unis, le jeu parlementaire est plus important mais comme par hasard sans changement notable pour la population. Tous les ans, le budget de la N.A.S.A. est discuté avec une lourde présence du lobbying et donc de l'achat de parlementaires... Triste jeu d'une pseudo démocratie sans mandat, sans contrôle où le pouvoir financier joue de toutes ses astuces pour imposer ses visions.

Choix de société

Ces technostuctures (de l'est à l'ouest), quel que soit leur mode de fonctionnement, se reposent sur une idéologie commune : la théologie de la technique avec l'inévitable équation « progrès technique = progrès social = bonheur pour l'humanité. » Les révolutionnaires têtus n'ont qu'à bien se tenir! Si dans les prochaines décennies

on se prépare à multiplier par 5 ou 10 le nombre de satellites envoyés, s'agit-il réellement de notre bonheur? À moins qu'il ne s'agisse de créer de nouveaux besoins en se plaçant dans une logique intraitable de l'offre. Et dans les sphères internationales, c'est une lutte acharnée qui se mène et qui consiste à occuper, à réserver les meilleures positions orbitales : une spéculation spatiale! « Le libéralisme n'existe que dans les livres, la réalité c'est le capitalisme. » (2). C'est pour cela que les recherches sur le lanceur Ariane sont réalisées avec des fonds publics mais que l'exploitation commerciale est gérée par une société privée, Arianespace (avec un chiffre d'affaires de 55 milliards ces dix dernières années). C'est pour cela que l'aérospatiale vient d'être privatisée et fusionnée avec Lagardère (33% Lagardère, 22% la bourse et 3% des parts de l'État iront aux 37000 salariés). C'est pour cela qu'en dehors d'opérations coûteuses de prestige, de recherches financées par des fonds publics, le secteur spatial est un secteur capitaliste classique où se jouent des gains de grandes ampleurs (notamment dans le domaine des communications).

Il ne faut pas forcément rejeter toute implication spatiale (météo, recherche, environnement...). Malgré tout il ne faut pas oublier que si la technique devient ce que l'on en fait, elle a malgré tout été conçue dans une société avec dans ses « gènes » les caractéristiques du milieu capitaliste qui lui a donné naissance. Une socialisation du domaine spatial dépasserait largement le cadre d'une vague réforme structurelle.

Régis. - groupe EA de Nantes

(1) Centre National des études spatiales

(2) Déclaration de Jospin!

Pinochet : tribulations d'un serial killer

Nom : Pinochet, Prénom : Augusto, Profession : Dictateur à la retraite, Signe particulier : serial killer. L'arrestation et la mise en détention à Londres du féroce dictateur chilien nous donnent l'occasion de rafraîchir les mémoires et de faire le point sur les ex-dictatures sud-américaines recyclées en « démocraties ».

commandant en chef de l'armée de terre chilienne jusqu'en 1997 et qu'il a été nommé sénateur à vie.

Dictatures économiques

Il faut dire que les bonnes intentions humanitaires affichées au niveau international ne font pas bon ménage avec les intérêts politico-économiques des grandes puissances et notamment ceux des Etats-Unis. Ce n'est un secret pour personne, dès qu'on remue un peu le linge sale de ces dictatures on a la certitude d'éclabousser la C.I.A. ou l'une de ses filiales. Le retour à des régimes « démocratiques » en Amérique du Sud est largement dû à des raisons économiques. Un certain Georges Bush déclarait le 2 mai 1989, devant une conférence du Conseil des Amériques : « L'engagement dans la démocratie n'est qu'un élément dans la nouvelle association que j'envisage pour les nations des Amériques... [Elle] doit avoir pour visée la garantie que l'économie de marché survive, prospère et prévale. » Aujourd'hui la chasse aux subversifs a été remplacée par la chasse aux pauvres.

Dans les pays du cône sud où les inégalités sociales sont de plus en plus fortes, le danger vient des laissés pour compte du nouveau miracle économique : les escadrons de la mort massacrent les enfants des rues. La police et l'armée font la guerre aux habitants des bidonvilles.

Pour en revenir aux tribulations médico-judiciaires du vieux dictateur il est piquant de constater que c'est une juridiction espagnole qui fait incarcarer

le général sanguinaire. Impossible en effet de ne pas penser à un autre général, espagnol celui là, mort dans son lit et à ses complices qui n'ont jamais été inquiétés, malgré quarante années d'une dictature qui n'a pas fait dans la dentelle en ce qui concerne les droits de l'homme.

Justice indépendante ?

Ironie de l'actualité, la justice espagnole a fait emprisonner le mois dernier les responsables désignés, dont un ancien ministre de l'Intérieur, de la sale guerre contre le terrorisme de l'E.T.A. Jusqu'où ira le juge Baltasar Garçon ? Jusqu'où le laissera-t-on aller ? Au-delà de ce cas particulier, quel crédit peut-on accorder aux juridictions nationales et internationales en charge de poursuivre les criminels de guerre ?

Il faudrait être bien naïf pour croire que, tout d'un coup, des instances judiciaires internationales ou dotées de compétences internationales, seraient en capacité de rendre justice aux opprimés. Les Etats-Unis et l'Union Européenne sont en train de se fabriquer une bonne conscience, de se parer d'une image démocratique. Le Nouvel Ordre Mondial s'offre des vertus démocratiques et humanitaires. Pendant ce temps, l'ordre du libéralisme économique, l'ordre de l'économie de marché règne sur la planète entière.

Quoiqu'il advienne du sinistre général Pinochet, il y aura toujours des opprimés au Chili et ailleurs. Le capitalisme triomphant ne s'embarrasse pas de préoccupations humanitaires lorsqu'il

s'agit d'engranger des bénéfices et de faire tourner la machine économique. Tout le reste n'est que poudre aux yeux et diversion.

Il n'y a qu'une justice pour la dictature, politique ou économique, c'est la

révolution sociale, celle dont l'un des objectifs majeurs est précisément de rendre impossible toute dictature.

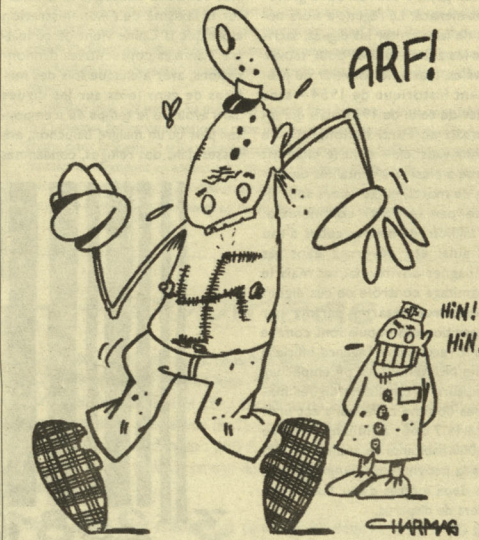
Jérôme Varquez
groupe Albert-Camus (Toulouse)

Crimes impunis

Le retour sur le devant de la scène du souvenir douloureux des tortures, des disparitions et des exécutions sommaires des années 70 et 80 en Amérique latine nous interpelle cruellement : la plupart des dictateurs et de leurs séides n'ont pas été jugés pour leurs crimes. Partout c'est l'impunité pour les tueurs en série et leurs comparses. Le général Pinochet a lui-même proclamé sa propre loi d'amnistie couvrant tous les crimes commis de 1973 à 1978, on n'est en effet jamais si bien amnistié que par soi-même. Les forces armées brésiliennes s'étaient de la même manière offert l'impunité en 1978. Le dictateur chilien avait déclaré à l'époque : « Le jour où l'on touche à l'un de mes hommes, c'en sera fini de l'Etat de droit. » En Argentine les chefs de la dictature condamnés en 1985 sous le gouvernement de Raoul Alfonsín, ont été « pardonnés » par son successeur le président Carlos Menem.

Partout, c'est une évidence, la raison d'Etat est la meilleure garantie d'impunité pour les bourreaux du peuple. C'est elle qui fait qu'un Pinochet a pu rester

PINOCHET OPÉRÉ



Etats-Unis et Grande-Bretagne : la précarité tue

SELON LE DETROIT JOURNAL, les autorités du Michigan ont condamné Fitzgerald Finishing Co à seulement 18 700 F (3 400 dollars) d'amendes pour les conditions de travail dangereuses qui provoquèrent lors de son premier jour de travail comme intérimaire, en 1996, la mort de Michael Aldridge, 24 ans, au bout de seulement vingt minutes. L'entreprise n'a pas averti les pouvoirs publics, et le corps de jeune sans-logis est resté des mois à la morgue avant que sa mère n'apprenne sa mort.

18 700 F : le prix d'une vie

En juillet, Ed Prophet est décédé chez Fitzgerald après que sa tête se soit prise dans une machine. Un représentant syndical a déclaré que la maintenance avait retiré les dispositifs de protection peu de temps après que la machine ne soit arrivée à l'usine. Prophet avait 28 ans et six enfants. « Vu la taille de l'entreprise, c'est un des endroits les plus dangereux du Michigan » selon Jeff Ditz du Département de la Sécurité et de la Santé au Travail du Sud-est du Michigan. Deux morts en deux ans, cela tient de l'homicide par négligence. Fitzgerald Finishing travaille pour les trois grosses entreprises de l'automobile (Ford, Chrysler, General Motors). Elle emploie 80 personnes. Les travailleurs ont voté leur affiliation aux UWA (Union auto workers), le syndicat de l'automobile, en mars. Des enquêtes réalisées en 1996 ont démontré que Fitzgerald n'avait pas de dispositifs de protection des travailleurs sur certaines machines et beaucoup de problèmes de sécurité. Au moment de la mort de Prophet, Fitzgerald n'avait toujours pas payé l'amende pour la mort d'Aldridge. Les avocats de la compagnie ont envoyé le chèque de 18 700 F au ministère du Travail cinq jours après la mort de Prophet. Prophet est mort le premier jour où il a travaillé seul sur sa machine. La machine tombait en panne sporadiquement depuis des semaines et elle était de nouveau tombée en panne ce jour-là. Sous pression pour faire redémarrer la production et avec un personnel de maintenance débordé, Prophet a apparemment décidé d'essayer de réparer lui-même la machine. Il a

été découvert la tête bloquée à l'intérieur. Sa gorge était sectionnée et il est mort, toujours bloqué, en perdant son sang. L'Etat n'a toujours pas décidé s'il allait donner une amende à la compagnie mais il a déjà déclaré que la précédente mort ne peserait pas sur sa décision.

Ford : travailler à mort.

À l'usine Ford Motor Company de Dearborn, les dirigeants ont décidé de rappeler au travail les ouvriers en congé maladie, les faisant passer devant les médecins de l'entreprise pour déterminer s'ils étaient aptes à reprendre le travail. Un des ouvriers, Daniel Steelmont, un soudeur de 50 ans, avec trente ans d'ancienneté, a protesté en mettant en avant ses sérieux problèmes cardiaques. Il ne pouvait pas reprendre le travail. Mais on lui a bien fait comprendre que s'il ne venait pas, il tomberait sous le coup d'une « absence consécutive de cinq jours » et serait donc renvoyé, perdant sa retraite et ses prestations sociales. Steelmont est ainsi retourné au travail le 28 août, il a été ausculté par le médecin de l'usine et a du retourner au travail. Se sentant mal, il a demandé à rentrer chez lui, n'en eu pas la permission et est mort.

Grande-Bretagne : la précarité tue sur les docks

Des militants ont fermé les docks de Brighton le premier septembre, escaladant des projecteurs de trente mètres de haut pour déployer des banderoles « Simon Jones repose en paix » et « la précarisation tue ». Au sol, les portes des docks ont été bloquées et les travailleurs ont distribué des tracts jusqu'à ce qu'Euromin, enfin, accepte de fermer les docks pour la journée, et de donner congé aux travailleurs. Le premier septembre aurait dû être le vingt-cinquième anniversaire de Simon Jones s'il n'avait pas été assassiné par cette exigence des patrons pour toujours plus de profit. Deux jours plus tard, les camarades ont occupé les bureaux de Personnel

Selection, l'agence d'intérim qui avait envoyé Jones à la mort. Dehors ses amis ont distribué des tracts aux passants : « Pourquoi des agences d'intérim comme Personnel Selection touchent la moitié de votre salaire quand c'est vous qui faites le travail ? » Sous la pression, l'agence a dû fermer pour la journée.

L'agence pour l'emploi a exercé des pressions sur Jones pour le faire signer un contrat avec Personnel Selection conformément à son effort pour obliger les chômeurs à accepter n'importe quel travail, même dangereux et mal payé. L'agence d'intérim l'a envoyé travailler à Euromin comme débardeur, travail pour lequel il n'avait aucune formation ni expérience. Il travaillait depuis une heure sur le bateau quand sa tête à été écrasée par la benne d'une grue.

La mort de Jones est tragique, mais ce n'est pas un accident. Elle est le résultat direct de l'utilisation d'emplois « flexibles » et à bas salaires. Leur utilisation est maintenant endémique en Grande-Bretagne et de plus en plus à travers le monde. La précarisation s'est installée de nouveau dans tous les docks anglais depuis l'abolition du statut national des dockers en 1989. Pas de vacances ni de congés maladie, pas de sécurité d'emploi, plus d'accidents et de morts. En quatre ans, le taux d'accidents dans les docks britanniques a été multiplié par trois. Mais les avantages pour les compagnies concernées sont énormes - une économie de 41 % de salaires due fait de 5000 licenciements et de l'utilisation d'une main d'œuvre moins chère avec moins de droits.

Bob Ritchie, un des cinq cents dockers de Liverpool licenciés, a participé à l'action du premier septembre, et a expliqué que leur grève, qui a duré deux ans, visait aussi à « prévenir des morts comme celle-ci, qui sont inévitables avec une main-d'œuvre précaire et non formée. Avant la précarisation, cet événement n'aurait pas eu lieu. Si ont autorise les entreprises à employer de la main-d'œuvre précaire pour des emplois demandant une qualification, l'augmentation des décès continuera. »

Secrétariat aux Relations internationales
de la Fédération anarchiste

